



Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation

Exercice clos le 31 octobre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

ERNST & YOUNG Audit



Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation

Exercice clos le 31 octobre 2025

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

A l'Assemblée Générale de la société Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Hôtel Majestic Société Immobilière et d'Exploitation relatifs à l'exercice clos le 31 octobre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

■ Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} novembre 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

■ Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-6 du Code de commerce.

■ Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du Code de commerce.

■ Autres informations

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations



nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 27 janvier 2026

Le Commissaire aux Comptes
ERNST & YOUNG Audit

A stylized, blue handwritten signature that appears to be 'C. de Guillebon'. The signature is composed of a large 'C', a vertical line, and a horizontal line with a dot above it.

Jean-Pierre Caton

Camille de Guillebon

**SOCIETE IMMOBILIERE ET D'EXPLOITATION DE
L'HOTEL DU MAJESTIC**
14 BD DE LA CROISSETTE 06400 CANNES

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/11/2024 au 31/10/2025

**BILAN ET
COMPTE DE RESULTAT**

Bilan Actif

	Brut	Amortissement	31.10.2025	31.10.2024
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	610 202	511 213	98 989	94 664
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisation incorporelles				
Total immobilisations incorporelles	610 202	511 213	98 989	94 664
Immobilisations corporelles				
Terrains	2 859 103		2 859 103	2 859 103
Constructions	126 086 503	106 236 103	19 850 399	19 398 240
Installations techniques, mat. et outillage industriels	12 966 229	10 920 968	2 045 261	1 687 037
Autres immobilisations corporelles	12 265 963	8 018 066	4 247 897	1 603 646
Immobilisations en cours	781 305		781 305	1 015 400
Avances et acomptes	5 392 536		5 392 536	5 238 206
Total immobilisations corporelles	160 351 639	125 175 138	35 176 501	31 801 632
Immobilisations financières				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations	994 000		994 000	994 000
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	36 098		36 098	36 098
Prêts				
Autres immobilisations financières	43 722		43 722	46 197
Total immobilisations financières	1 073 820		1 073 820	1 076 295
ACTIF IMMOBILISE	162 035 661	125 686 352	36 349 310	32 972 591
Stocks				
Matières premières, approvisionnements	754 128		754 128	658 513
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	10 149		10 149	7 754
Total des stocks	764 276		764 276	666 267
Créances				
Avances et acomptes versés sur commandes	2 360		2 360	
Clients et comptes rattachés	7 206 091	33 586	7 172 505	7 650 302
Autres créances	140 978 954		140 978 954	117 237 689
Capital souscrit et appelé, non versé				
Total des créances	148 187 405	33 586	148 153 818	124 887 990
Disponibilités et divers				
Valeurs mobilières dont actions propres :				
Disponibilités	329 489		329 489	614 820
Total disponibilités et divers	329 489		329 489	614 820
ACTIF CIRCULANT	149 827 102	33 586	149 247 583	126 169 077
Charges constatées d'avance	545 931		545 931	579 043
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	30 283		30 283	29 585
TOTAL GENERAL	311 893 046	125 719 938	186 173 109	159 750 295

Compte de résultat (Partie 1)

	FRANCE	EXPORT	31.10.2025	31.10.2024
Vente de marchandises	186 429		186 429	276 913
Production vendue de biens				
Production vendue de services	93 835 917		93 835 917	89 099 297
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	94 022 346		94 022 346	89 376 210
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges			1 221 054	1 186 219
Autres produits			991 261	2 555 711
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION			96 234 661	93 118 141
Charges externes				
Achat de marchandises (y compris droits de douane)			2 722	7 416
Variation de stock (marchandises)			(2 395)	(6 741)
Achat de matières premières et autres approvisionnements (y compris droits de douane)			5 590 524	5 072 768
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			(95 614)	431
Autres achats et charges externes			21 860 819	20 620 348
Total charges externes			27 356 055	25 694 221
Impôts, taxes et assimilés			1 900 635	1 964 469
Charges de personnel				
Salaires et traitements			18 127 123	18 023 346
Charges sociales			8 180 371	7 500 061
Total charges de personnel			26 307 494	25 523 407
Dotations d'exploitation				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			5 088 249	4 936 558
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			26 998	15 496
Dotations aux provisions pour risques et charges				83 000
Total dotations d'exploitation			5 115 247	5 035 054
Autres charges d'exploitation			1 276 018	1 567 675
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION			61 955 450	59 784 826
RESULTAT D'EXPLOITATION			34 279 211	33 333 314

Compte de résultat (partie 2)

	31.10.2025	31.10.2024
RESULTAT D'EXPLOITATION	34 279 211	33 333 314
Opérations en commun		
Bénéfice attribué ou perte transférée		
Perte supportée ou bénéfice transféré		
Produits financiers		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 449 431	3 296 655
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change	20 335	18 152
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers	2 469 766	3 314 807
Charges financières		
Dotations financières aux amortissements et provisions	30 283	
Intérêts et charges assimilés		
Différences négatives de change	11 741	8 523
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières	42 025	8 523
RESULTAT FINANCIER	2 427 741	3 306 285
RESULTAT COURANT	36 706 952	36 639 599
Produits exceptionnels		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 474 381	1 633 142
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels	1 474 381	1 633 142
Charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	418 903	165 454
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 845	
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		230 679
Total des charges exceptionnelles	420 748	396 133
RESULTAT EXCEPTIONNEL	1 053 633	1 237 009
Participation des salariés aux résultats	2 606 732	2 745 706
Impôts sur les bénéfices	9 011 157	9 025 189
TOTAL DES PRODUITS	100 178 808	98 066 090
TOTAL DES CHARGES	74 036 111	71 960 377
BENEFICE ou PERTE	26 142 696	26 105 713

ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

Présentation générale

SOCIETE IMMOBILIERE ET D'EXPLOITATION DE L'HOTEL DU MAJESTIC
Exercice du 01/11/2024 au 31/10/2025

Chiffres clés

▪ Durée de l'exercice :	12 mois
▪ Total du Bilan :	186 173 109 €
▪ Chiffre d'affaires :	94 022 346 €
▪ Résultat avant répartition :	26 142 696 €

Les notes et les tableaux présentés ci-après font partie intégrante des comptes annuels de la société. Les chiffres ci-après sont indiqués en euros (€), sauf indication contraire : en million d'euros (M€) ou en millier d'euros (K€).

Faits caractéristiques et majeurs de l'exercice

Le 12/11/2024, le Majestic a reçu un avis de vérification pour un contrôle fiscal portant sur les exercices 2021 à 2024.

La société a provisionné le montant redressé, y compris les intérêts de retard et les pénalités à la clôture des comptes au 31.10.2025. La société a également procédé à la régularisation de la TVA sur les No Shows en octobre 2025 au titre de l'exercice 2025.

Le contentieux au titre du contrôle fiscal 2017/2018 est toujours en cours pendant devant la cour d'Appel (159K€ ont déjà été payés).

Règles et méthodes comptables

Les comptes au 31 octobre 2025 sont établis en conformité avec les dispositions du code de Commerce (articles L123-12 à L123-28), du règlement ANC N°2016-07 du 26/12/2016 du plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- Indépendance des exercices conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels
- La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques

Principales règles et méthodes comptables

- Les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.
- Les immobilisations financières sont évaluées au coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode économique assimilé au linéaire et en fonction de la durée d'utilité prévue :

- Logiciels de 1 à 3 ans
- Constructions de 20 ans à 50 ans
- Agencement des Constructions de 10 ans à 25 ans
- Installations techniques de 5 à 15 ans

- Matériels et outillages industriels de 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements de 5 à 15 ans
- Matériels de transport de 5 ans
- Matériels de bureau et informatique de 3 à 10 ans
- Mobiliers de bureau de 5 à 10 ans.

Lorsque la durée d'amortissement économique diffère de la durée d'amortissement fiscal, un amortissement dérogatoire est constaté et une provision est constituée.

Dans le cadre des contrats de concession et pour les biens de retour, les durées d'utilité sont plafonnées le cas échéant à la durée résiduelle du contrat de concession.

A chaque clôture l'entité apprécie s'il existe un indice montrant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur d'une immobilisation, un test de dépréciation est effectué : la valeur nette comptable de l'immobilisation est comparée à sa valeur actuelle. S'il n'est pas possible de déterminer la valeur actuelle de l'actif pris isolément l'entité détermine la valeur actuelle du groupe d'actif auquel il appartient.

- Les titres de participations sont comptabilisés à leur coût d'acquisition et font l'objet d'une provision pour dépréciation lorsque leur valeur d'inventaire est inférieure à la valeur nette comptable. La valeur d'inventaire est estimée sur la base de la situation nette ou des perspectives d'activité de la participation. Dans le cas où la situation nette de la participation est négative et que la société a une obligation vis-à-vis de sa participation, une provision pour risque est comptabilisée à hauteur de la quote-part de situation nette négative de la participation ;
- La valorisation des stocks est déterminée selon la méthode du coût moyen pondéré.
- Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. La provision pour dépréciation sur les créances douteuses est pratiquée au cas par cas quand la valeur comptable est supérieure à la valeur d'inventaire.
- Les disponibilités en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.
- La société comptabilise une provision pour risques et charges lorsque, à la date de clôture de l'exercice, la société a une obligation (juridique ou implicite) vis-à-vis d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour la société par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue et lorsque le montant de la perte ou du passif peut être évalué avec fiabilité. Le montant comptabilisé en provision représente la meilleure estimation de la sortie des ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la date de clôture. Au cas où cette obligation n'est ni probable, ni

évaluable avec fiabilité, mais demeure possible, la société fait état d'un passif éventuel dans ses engagements.

Subventions d'investissement

En France, les hôtels peuvent recevoir des casinos d'une même commune un abattement sur leur produit brut des jeux (PBJ), qui constitue une subvention d'investissement.

Ces subventions d'investissement agréées sont réintégrées au résultat au rythme de l'amortissement des biens ainsi financés à hauteur de 5 779K€ sur l'exercice au titre de l'article 34. Le montant de la subvention virée dans le compte de résultat de l'année est de 1 460K€.

Variations des capitaux propres

Rubriques	01/11/2024	Augmentation de capital	Diminution de capital	Affectation résultat N-1	Autres mouvements	Résultat N	31/10/2025
Capital en nombre d'actions	61 824						61 824
Valeur nominale	19						19
Capital social ou individuel	1 174 656						1 174 656
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	39 392						39 392
Ecart de réévaluation	2 842 532						2 842 532
Réserve légale	117 466						117 466
Réserves statutaires ou contractuelles							
Réserves réglementées							
Autres réserves	458 469						458 469
Report à nouveau	89 900 473			26 105 713			116 006 186
Résultat de l'exercice	26 105 713			(26 105 713)		26 142 696	26 142 696
Subventions d'investissement	7 239 556				(1 460 166)		5 779 390
Provisions réglementées							
Dividendes versés							
Total capitaux propres	127 878 256				(1 460 166)	26 142 696	152 560 787

Le capital social est composé 61 824 actions de 19€ valeur nominale.

Compléments d'information relatifs au compte de résultat

Ventilation du Chiffre d'affaires

Comptes :	2025	2024
Chiffre d'affaires - Activités sportives	35 703	27 561
Chiffre d'affaires - Activités thermales	596 872	600 920
Chiffre d'affaires - Hébergement	61 376 708	59 085 777
Chiffre d'affaires - Restauration	16 056 642	15 865 347
Chiffre d'affaires - Locations	9 328 031	8 348 307
Chiffre d'affaires - Autres recettes	6 628 391	5 448 298
TOTAL	94 022 347	89 376 210

Ventilation du résultat exceptionnel

	2025	2024
Charges exceptionnelles		
VNC immobilisations corporelles	1 845	
Dotations exceptionnelles pour provisions risques et charges		211 514
Dotations exceptionnelles pour dépréciation des immobilisations		19 165
Autres charges exceptionnelles	418 903	165 454
Total des charges exceptionnelles	420 748	396 133
Produits exceptionnels		
Quote-part de subvention virée au compte de résultat	1 460 166	1 633 142
Produit de cession des immobilisations corporelles	14 215	
Total des produits exceptionnels	1 474 381	1 633 142
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 053 633	1 237 009

Suite à l'avis de vérification du contrôle fiscal reçu, la société a provisionné le montant redressé dans les autres charges exceptionnelles.

Répartition de l'impôt entre résultat courant et résultat exceptionnel

Nature	2025	2024
Résultat courant	8 717 734	8 715 937
Résultat exceptionnel	293 422	309 252
TOTAL IMPÔT	9 011 156	9 025 189

Transfert de charges

Nature	2025	2024
Transfert de charges - Assurances	437	619
Transfert de charges - Restauration et hébergement	637 657	516 391
Transfert de charges - Personnel	59 474	195 888
Autres transferts de charges	24 424	24 085
TOTAL	721 992	736 983

Complément d'informations relatif au bilan

Les états de l'actif immobilisé, des amortissements, des provisions, des échéances des créances et des dettes, de détail des charges à payer, des charges et produits constatés d'avance et des produits à recevoir sont présentés ci-après.

Engagements financiers et autres informations

Crédit - Bail

Néant.

Engagement pour départ à la retraite

Les salariés bénéficient d'indemnités de fin de carrière qui seront versées en une seule fois lors du départ en retraite du salarié.

L'indemnité de départ à la retraite pour le personnel en activité est estimée à 1 570K€ contre 1 588K€ en 2024. Cette indemnité n'est pas provisionnée dans les comptes de la société.

Les engagements à la clôture sont évalués selon la recommandation ANC 2013-02. La méthode de la valeur actuarielle des prestations pour services rendus avec projection des salaires (étalement du coût des indemnités de départ en retraite sur les dernières années de carrière) a été utilisée pour déterminer les engagements pour départ à la retraite à la clôture, conformément à la norme IAS 19.

Les hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux de départ : une nouvelle table de mobilité a été déterminée au cours de l'exercice 2020 sur la base des observations réalisées sur les 5 derniers exercices et jugée raisonnable au regard des taux constatés depuis.

Tranche d'âge	Cadre	Non-cadre
25 ans et moins	17.81%	11.38%
entre 26 et 30 ans	11.44%	6.66%
entre 31 et 35 ans	6.79%	4.81%
entre 36 et 40 ans	5.51%	2.68%
entre 41 et 45 ans	4.18%	1.34%
entre 46 et 50 ans	3.11%	1.31%
entre 51 et 55 ans	1.32%	0.89%
A partir de 56 ans	0%	0%

Taux d'actualisation	3.70%
Taux d'inflation	1.90%
Taux d'augmentation annuelle des salaires	Cadres: 0.80% Non cadres: 0.50%
Taux de rendement attendu des actifs financiers	3.70 %
Table de mortalité	TG 05 H/F
Table de mobilité	Table d'expérience GLB
Taux de charge sociale employeur	45 %

La société n'a pas versé de somme à un fonds d'assurance.

Garantie bancaire

La Société n'a consenti aucune garantie bancaire.

Caution et contre garantie

Néant.

Engagement reçus

Néant.

Engagements donnés

Compte	Moins d'1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
BAC - Loyer (interco)	1 460	7 299	23 356	32 115
BAC - Surloyer (interco)	144	592	972	1 708
Loyer Bisous Bisous (interco)	221	1 105	663	1 989
Loyers rue des Belges	183	549		732
Total chiffre d'affaires	2 008	9 545	24 991	36 544

Rémunération des dirigeants

Ces informations ne peuvent être divulguées dans le cadre de l'Annexe, ceci reviendrait à individualiser ces montants.

Effectif moyen

Catégories	2025
Cadres	54
Agents de maîtrise	122
Employés et techniciens	255
TOTAL	431

Identification de la société mère et de la société tête d'une intégration fiscale

SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES
1, esplanade Lucien Barrière
06400 Cannes
RCS 69572028400014
Capital social : 1 891 968 euros.

Le pourcentage de détention de la SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES dans la société est de 96.33%

La société est consolidée dans les comptes de la SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES selon la méthode d'intégration globale. Elle est donc exemptée d'établir des comptes consolidés, étant intégrée dans un ensemble plus grand.

Intégration fiscale :

La société fait partie du groupe d'intégration fiscale dont la SOCIETE FERMIERE DU CASINO MUNICIPAL DE CANNES est la société mère intégrante.

L'impôt comptabilisé correspond à l'impôt qui aurait été comptabilisé en l'absence d'intégration fiscale.

Tableau des filiales et participations

Sociétés	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeur Brute des titres	Valeur Nette des titres	Prêts et avances consentis	Montant des cautions et avals donnés	CA HT du dernier exercice clos	Résultat dernier exercice clos	Dividendes perçus
Filiales françaises (en Keuros)										
SEPM Plage Majestic	101	80	100	994	994			6 828	513	
Participations (en Keuros)										
SEM Evènements Cannois	2 400	2 108	1	24	24			49 417	1 372	
Golf de Mougins	3 433	727		12	12			3 242	(382)	

SEMEC : Comptes au 31.12.2024

Golf de Mougins : Comptes au 31.12.2024

Autres éléments significatifs

Néant.

Evénements post-clôture

Néant.

Tableau de variation des immobilisations

Rubriques	31/10/2024	Acquisitions	Cessions	Transfert	Autres	31/10/2025
Autres postes d'immobilisations incorporelles	598 157	12 045	-	-	-	610 202
Terrains	2 859 103	-	-	-	-	2 859 103
Constructions sur sol propre	29 519 855	-	-	-	-	29 519 855
Constructions sur sol d'autrui	7 811	-	-	-	-	7 811
Const. Install. générales, agenc., aménag.	93 109 488	3 682 567	(700 978)	467 760	-	96 558 837
Install. techniques, matériel et outillage ind.	12 767 913	809 512	(818 974)	207 779	-	12 966 230
Installations générales, agenc., aménag.	384 997	556 644	-	11 990	-	953 631
Matériel de transport	2 839	4 723	(2 839)	-	-	4 723
Matériel de bureau, informatique, mobilier	8 848 115	2 541 370	(344 538)	190 628	-	11 235 575
Emballages récupérables et divers	8 000	64 033	-	-	-	72 033
Immobilisations corporelles en cours	1 015 400	749 519	-	(878 157)	(105 457)	781 305
Avances et acomptes	5 238 206	154 330	-	-	-	5 392 536
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	153 761 727	8 562 698	(1 867 329)	-	(105 457)	160 351 6369
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	1 092 295	-	(18 475)	-	-	1 073 820
TOTAL GENERAL	155 452 179	8 574 743	(1 885 804)	-	(105 457)	162 035 661

Tableau de variation des amortissements

Rubriques	31/10/2024	Amortissements	Cessions	Transfert	Autres	31/10/2025
Autres postes d'immobilisations incorporelles	(503 493)	(7 720)	-	-	-	(511 213)
Constructions sur sol propre	(33 499 348)	(1 300 956)	-	-	-	(34 800 304)
Constructions sur sol d'autrui	(3 440)	(781)	-	-	-	(4 221)
Const. Install. générales, agenc., aménag.	(69 736 126)	(2 396 431)	700 978	-	-	(71 431 579)
Install. techniques, matériel et outillage ind.	(11 080 876)	(657 729)	817 637	-	-	(10 920 968)
Installations générales, agenc., aménag.	(81 342)	(126 297)	-	-	-	(207 639)
Matériel de transport	(1 968)	(959)	2 332	-	-	(595)
Matériel de bureau, informatique, mobilier	(7 556 995)	(597 376)	344 538	-	-	(7 809 833)
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	(121 960 094)	(5 080 529)	1 865 485	-	-	(125 175 139)
TOTAL GENERAL	(122 463 587)	(5 088 249)	1 865 485	-	-	(125 686 352)

État des provisions

Rubriques	31/10/2024	Dotations	Reprises	Reclassement	Autres	31/10/2025
Provisions pour litige	599 514	-	(101 000)	-	-	498 514
Provisions pour pertes de change	-	30 283	-	-	-	30 283
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	599 514	30 283	(101 000)	-	-	528 797
Dépréciations comptes clients	404 650	26 998	(398 061)	-	-	33 587
DEPRECIATIONS	404 650	26 998	(398 061)	-	-	33 587
TOTAL GENERAL	1 004 164	57 281	(499 061)	-	-	562 384
Dotations et reprises d'exploitation		26 998	(499 061)			(472 063)
Dotations et reprises financières		30 283				30 283

Etat des Créances

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	43 722	43 722	
Total Actif immobilisé	43 722	43 722	
Actif circulant			
Clients douteux ou litigieux	47 095	47 095	
Autres créances clients	7 158 996	7 158 996	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	11 251	11 251	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	1 296 697	1 296 697	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers	30 239	30 239	
Groupe et associés	137 023 243	137 023 243	
Débiteurs divers	2 617 526	2 617 526	
Total Actif circulant	148 185 045	148 185 045	
Charges constatées d'avance	545 931	545 931	
TOTAL DES CREANCES	148 774 698	148 774 698	

État des Dettes

	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à un an maxi				
Emprunts et dettes auprès des Ets de crédit à + d'un an				
Emprunts et dettes financières divers	1 020 198			1 020 198
Fournisseurs et comptes rattachés	8 281 074	8 281 074		
Personnel et comptes rattachés	6 478 185	6 478 185		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 583 703	3 583 703		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	899 981	899 981		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	570 009	570 009		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 455 717	1 455 717		
Groupe et associés				
Autres dettes	419 318	419 318		
Dettes représentative de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 349 622	2 349 622		
TOTAL DES DETTES	25 057 807	24 037 609		1 020 198

Charges à payer

	2025	2024
Dettes financières		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commande en cours		
Total dettes financières		
Dettes d'exploitation		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 082 738	4 600 259
Dettes fiscales et sociales	8 914 209	8 752 947
Total dettes d'exploitation	13 996 947	13 353 206
Dettes diverses		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	145 520	296 944
Autres dettes	61 232	13 250
Total dettes diverses	206 752	283 194
Total autres		
TOTAL	14 203 699	13 636 400

Produits à recevoir

	2025	2024
Immobilisations financières		
Créances rattachées à des participations		
Autres immobilisations financières		
Total immobilisations financières		
Créances		
Créances clients et comptes rattachés	2 054 402	2 088 826
Autres créances	903 662	923 519
Total créances	2 958 063	3 012 345
Disponibilités et divers		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
Total disponibilités et divers		
Total autres		
TOTAL	2 958 063	3 012 345

Charges constatées d'avance

Nature des charges	2025	2024
Charges d'exploitation :		
Assurances	4 412	7 118
Entretien	38 724	64 644
Autres	502 795	507 280
Total	545 931	579 043
TOTAL DES CHARGES CONSTATEES D'AVANCE	545 931	579 043

Produits constatés d'avance

Nature des Produits	2025	2024
Produits d'exploitation :		
Loyers boutiques	2 349 622	2 423 076
Total	2 349 622	2 423 076
TOTAL DES PRODUITS CONSTATES D'AVANCE	2 349 622	2 423 076

Transactions avec les parties liées :

Les transactions conclues entre les parties liées ont été conclues à des conditions normales de marché.